L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 5 OCTOBRE 1867. Entre les rues Bienville et Conti.

DUFOUR & LIBERT,
PROPRIÉTAIRES - ÉDITEURS.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

EDITION QUOTIDIENNE.
Par an, $ 24, par semestre, $ 13, par trimestre, $ 7.
Prix d'un exemplaire, 10 centr.

EDITION BI-HEBDOMADAIRE
Paraissant le Mardi et le Samedi :
Par an, $ 10, par semestre, $ 5.

TARIF D'ANNONCES.

Les annonces transitoires, placées à tour de rôle dans diverses parties du journal, paieront $1 50 le carré pour la première insertion, et 75 CENTS le carré pour chaque insertion subséquente.

Les annonces transitoires de la page éditoriale paieront $1 50 le carré pour chaque insertion.

Les annonces publiées par intervalles, pendant comme annonces nouvelles pour chaque insertion.

Les annonces au mois, dans la page éditoriale, paieront $20 par le carré par mois.

Les personnes faisant régulièrement et souvent des annonces auront, sur les prix indiqués ci-dessus pour les annonces transitoires, tel escompte qu'il sera convenu avec elles ; mais dans aucun cas, cet escompte ne dépassera pas 25 pour cent.

Toutes les réclames d'annonces d'affaires paieront 20 cents nets la ligne pour chaque insertion.

Toute annonce transitoire doit être payée d'avance.

Une annonce dont le nombre d'insertions ne sera pas indiqué sera publiée six fois.

Les comptes des personnes faisant régulièrement de grosses tous ses annonces à la fin de chaque mois.

NOUVELLE-ORLEANS.
SAMEDI MATIN, 5 OCTOBRE.

☞ Pour la liste des navires et steamboats arrivés dans notre port, ainsi que les expéditions en donnée, voir à la page anglaise.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Sheriff à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—300 actions de la Compagnie Gle. "N. O. Gaslight and Manufacturing & Building Comp.—De plus, des actions des Compagnies d'Assurances Mutuelles du Commerce, des Marchands et des Citoyens.

Par C. E. Girardey & Co. à la Bourse des Négociants et des Encanteurs—Un lot de terre situé dans l'Ile Bourbon, sur les rues Levée ou Tchoupitoulas, Pleasant, Harmony et St Thomas, 4me District.

Par E. Rogers & Co., à leurs salles d'encan—Bottes, souliers, bricoleuses, linge fait, chemises, chapeaux et sac de voyage.

Par M. Gutcommy, Bree & Co., à leur salle d'encan—Vente régulière de meubles et ustensiles de cuisine ; et aux écuries de P. Liner, élégants chevaux appareillés et de moyenne mulets, wagons, harnais, &c.

Par S. Guinault, à 11 heures, aux écuries Crapo et Tricou, rue Levée—Le cheval de Jean Bouchet.

Par Vincent & Co, au No. 16 de la rue de Chartres—Habillements, lingerie pour hommes.

Par D. E. Murphy, au No 47 de la rue des Magasins—Draps et boudoirs.

Par Hois, Bloom & Co., au No 21 de la rue de Chartres—Marchandises sèches, habillements et chapeaux.

Par J. F. Boisseau, aux Nos 69 et 81 de la rue Gravier—Jambons, épaules, beurre, savon, &c., &c.

☞ Achetez vos conserves et chocolats chez M. Ernest Turpin, 93 Vieille Levée

Les Nouvelles d'Europe.

Les dépêches qui sont transmises à la presse associée de New York par le câble transatlantique, sont si souvent empreintes de ce caractère d'exagération qui distingue les correspondants américains que nous devons n'accepter que sous toutes réserves les nouvelles qui nous arrivent deux jours sur les mouvements insurrectionnels en Italie. Cependant, il y a dans les événements qui viennent de s'accomplir, même en les réduisant à leurs justes proportions, une grave leçon qui n'échappera à personne. L'horizon déjà chargé en Europe par les rumeurs persistantes d'une mésintelligence sérieuse entre la France et la Prusse, vient de se rembrunir encore par la malheureuse levée de boucliers de Garibaldi.

Depuis sa victoire à Sadowa, la Prusse n'a cessé de travailler à la réunion de ses ambitieuses visées. L'absorption de plusieurs royaumes et d'une quantité de duchés et de principautés n'a pas satisfait le roi Guillaume et son ministre M. de Bismark. La couronne d'empereur d'Allemagne, voilà le rêve du premier. L'unité de la nation allemande, voilà la chimère du second. Le sangsuinisme est l'ordre du jour dans tous les Etats de l'Confédération germanique. On agit sur les princes par les menaces ou les promesses, sur les masses par une propagande qui flatte les vieilles idées nationales.

Obligés de reculer dans la question du Luxembourg afin d'éviter un conflit prématuré, la Prusse a tourné ses efforts du côté de l'Allemagne du Sud. Mais là, comme sur les bords du Rhin, elle trouve une opposition active de la part de la France, qui ne veut pas laisser grandir démesurément un voisin qui pourrait devenir dangereux pour sa sécurité.

L'agrandissement de la Bavière qui formerait une troisième puissance allemande en état de maintenir la balance entre la Prusse et l'Autriche, tel paraît être le dernier plan auquel les adversaires de la Prusse se sont arrêtés pour contrecarrer les projets d'annexion dans l'Allemagne du Sud. Le télégraphe intércontinaire nous parlait ces jours-ci d'une note que le gouvernement français aurait adressée aux Etats méridionaux pour les prémunir contre toute idée d'annexion à la Prusse. Il est difficile de savoir au juste ce qui se passe dans les régions diplomatiques lorsque les gouvernements impliqués ont intérêt à entourer leurs actes d'un mystère. Mais il est certain qu'en dépit de toutes les déclarations contraires, de la circulaire sur l'entrevue de Salzbourg, des discours de Lille, d'Arras et d'Amiens, on persiste en Europe à considérer la situation comme très tendue. Si les causes du conflit ne sont pas imminentes, elles sont d'une éventualité trop apparente pour que l'esprit public puisse être rassuré. Des deux côtés du Rhin, on s'accorde à considérer comme inévitable dans un temps plus ou moins rapproché, une passe d'armes entre le fusil à aiguille et le fusil Chassepot.

Dans de pareilles conjonctures, l'insurrection en Italie ne peut pas être considérée comme un fait isolé. L'opinion publique est naturellement portée à y voir le résultat d'une combinaison de la politique prussienne pour opérer une diversion sur le sol italien.

On a, d'ailleurs, annoncé que Garibaldi avait reçu de M. de Bismark une somme considérable et des armes et des munitions pour organiser sa levée de boucliers contre Rome. Le émeutes qui ont éclaté sur un grand nombre de points à la nouvelle de l'arrestation du chef populaire de la révolution, indiquent qu'il y avait un mouvement bien concerté à travers, et que les ressources ne devaient pas manquer à l'organisation. Dans les villes du Royaume d'Italie, les mécontents populaires ont été facilement réprimés par les gardes nationales, mais à Orvieto et à Viterbe, dans les Etats de l'Eglise, les révoltés ont eu le dessus sur les troupes pontificales. Suivant les dépêches fort incomplètes que nous avons reçues, le gouvernement italien aurait refusé les secours que lui aurait demandés le gouvernement pontifical, ce qui ferait supposer qu'il veut tourner son rôle à empêcher l'invasion des Etats Romains par des bandes organisées sur le territoire italien, mais qu'il n'entend nullement protéger le pouvoir temporel du Pape contre les soulèvements de sujets de ce dernier.

L'envoi de troupes françaises à Rome annoncé dans une des premières dépêches, n'a pas été confirmé. Mais si le fait est vrai, il peut servir à expliquer la nouvelle donnée hier d'une brouille imminente entre la France et l'Italie. Ce dernier ne le but poursuivi par la Prusse qui désire naturellement l'isolement de la France.

Si l'insurrection dans les Etats Romains prend des proportions plus graves, la France se trouvera, en effet placée dans une situation fort délicate par rapport à l'Italie. Mais, comme nous le disons en commençant, il est probable que les nouvelles, télégraphiques ont grandement exagéré l'état des choses. Privée de son chef dont le prestige vaut une armée, l'insurrection court le risque d'être bientôt étouffée. Les choses retomberont dans le *statu quo*, la Prusse en aura été pour ses frais de manœuvre, et Garibaldi n'aura réussi qu'à faire verser inutilement le sang italien. L'annexion de Rome à l'Italie n'est qu'une question de temps, et les impatiences du parti de l'action ne feront que reculer l'époque de la reconstitution complète de la nation italienne.

LES ELECTIONS A NEW YORK. — Il doit y avoir en novembre des élections dans l'Etat de New York pour un secrétaire d'Etat et pour divers autres fonctionnaires, et en décembre une élection dans la ville de New York pour nommer un maire et des fonctionnaires municipaux. Ces deux élections permettront de juger des forces respectives des partis. On dit que M. Fernando Wood sera porté comme candidat à la place de maire.

LA TROUPE D'OPERA. — Une lettre de M. Albanèse, directeur de l'Opéra, en date de Paris du 17 septembre, nous annonce qu'il a complété les engagements de sa troupe et que les artistes s'embarqueront à St Nazaire le 16 octobre à bord du *Panonia*, vapeur de la compagnie transatlantique. Ils arriveront par la voie de la Havane à temps pour débuter le 15 novembre. La pièce de début sera probablement *Les Huguenots*. M. Albanèse nous promet que l'*Africaine* sera montée de façon à nous faire apprécier toutes les beautés de dernier chef-d'œuvre de Meyerbeer. Il a engagé comme peintre décorateur M. Guirout qui est déjà venu à la Nouvelle Orléans. Nous reparlerons de ses autres engagements quand nous aurons le tableau complet de la troupe.

RÉTABLISSEMENT DU CONSUL DE FRANCE. Nous sommes heureux de pouvoir annoncer que M. Godeaux, consul de France à la Nouvelle Orléans, qui avait été atteint dernièrement par la fièvre jaune, se trouve aujourd'hui complète, ment rétabli. M Godeaux était tombé malade peu de temps après avoir conclu avec la Société Française de bienfaisance et d'assistance mutuelle un arrangement pour la réception à l'Asile, dans un local spécial, des Français non sociétaires qui seraient atteints par l'épidémie et pour l'organisation d'un service médical qui leur garantit des soins et un traitement convenables. M. le consul de France a montré dans cette circonstance une louable sollicitude pour ses compatriotes, et ceux ci apprendront avec une vive satisfaction qu'il est hors de danger.

M D....., ecclésiastique, souffrait depuis deux ans d'une entorse, il avait suivi le traitement ordinaire qui persistait à rester sourd au bout de trois jours ; il était d'une maigreur et d'une pâleur extrêmes. Quelques heures après avoir commencé l'usage de l'**Anti-Bilieux de Hollos** il éprouva un bien être auquel il ne put résister au désir de nous l'annoncer lui-même. M. D..... continua pendant un mois l'usage de l'**Anti-Bilieux de Hollos**, il reprit graduellement ses forces et il avait recouvré la santé quand ses forces, ses couleurs, son embonpoint et son teint étaient morts, et qu'il ferait transporter leurs restes à la Nouvelle Orléans par le steamer Iberville.

ACCUSATION DE VOL. — Adeline Smith, accusée par Mattie Vaughan de lui avoir volé $300, a été arrêtée dans le 1e District.

FAITS DE POLICE. — L. A. Davignenard, accusé par Hattie Candy, d'assaut et batterie et de tout emprisonnement, a été arrêté par le sergent Pecora.

Michael Sweeney a été arrêté par le même officier comme cas dangereux et suspect.

F. Jerigan est accusé par Philip Hicaman d'avoir commis un vol près des barraques.

Mme Griffin, qui demeure dans le 4e district, comparaîtra devant le recorder Chatinel pour répondre à une accusation d'abus de confiance portée par Kate Gardiner.

Mary Jane Williams, déclarée coupable de vagabondage, a été condamnée au corps de garde du Second District.

Marguerite Estrade accuse Mme Hack d'avoir battu ses marchandises vertes.

ECOLES PUBLIQUES. — Le rapport de M. Théo. F. Thienneman à la dernière séance de la Direction des écoles, prouve que le nombre qui avait été engagé pour donner à l'instruction gratuite des enfants de couleur a rempli convenablement sa mission. Le comité a déjà arrêté dans tous les districts de la ville des maisons convenables pour la réception des élèves.

Avant de se séparer, les membres comparaient leurs vues sur la question, et offrirent à l'unanimité des remerciements à MM Bermudez et McCay pour la manière habile avec laquelle ils ont rempli le poste difficile et délicat de chef du Bureau à continuer à diriger le système des Ecoles publiques.

UN MYSTÈRE. — L'homme de police Burns a apporté hier matin, au corps de garde du Second District, un objet assez curieux trouvé sur le plancher d'une chambre au rez de chaussée d'une maison maintenant en réparation dans la rue des Ursulines, occupée par une fille ou d'un garçon âgé de 10 à 12 ans. La maison avait été occupée autrefois par le Dr Samuel A. Cartwright.

Nouvelles européennes.

A moins d'événements imprévus, l'empereur et l'impératrice d'Autriche, après avoir séjourné quelques semaines au château de Gmudenin, près de Pesth, quitteront Vienne le 25 octobre et arriveront dans la soirée du lendemain à Nancy, où elles passeront la nuit.

Le lendemain matin, les augustes voyageurs entreront sur le territoire des anciens ducs de Lorraine et continueront leur départ de Nancy de manière à faire leur entrée à Paris le même jour, entre quatre et cinq heures de l'après-midi.

Le prince de Metternich et tout le personnel de son ambassade iront à la rencontre de LL. MM à Strasbourg.

On mande de La Haye, le 15 septembre :

"La police a arrêté aujourd'hui un individu nommé Gardemer, qui était porteur d'environ cinq cents faux effets américains de 1,000 dollars chacun.

"On prétend que la contrefaçon a été commise ici même et que les contrefacteurs ont des ramifications dans plusieurs autres parties du monde. Déjà plusieurs effets auraient été mis en circulation.

"La police se livre à d'actives recherches."

On lit dans la *Gazette de la Croix* :

"La première séance du Reichstag de l'Allemagne du Nord a été inaugurée par le président d'âge, M Frankenberg, qui a prononcé le discours suivant :

"Quoique cette fois je prenne la présidence d'âge avec beaucoup plus d'assurance que lors de l'ouverture du premier Reichstag, je crois néanmoins nécessaire de demander s'il n'y aurait point dans cette Assemblée qui soit de avant le 29 avril 1785. (Faure) Personne ne se présente..... Alors c'est à moi qui revient la question du Reichstag jusqu'au moment où il se constituera.

"Messieurs, la majorité des membres du premier Reichstag ont accepté leur mandat avec une volonté inébranlable de contribuer à produire une Constitution visible et de jeter de cette manière les fondements de l'unité allemande, vers laquelle tendaient vainement depuis des siècles tous les efforts.

"La Constitution que nous avons votée a obtenu l'adhésion de tous les Etats confédérés ; elle est devenue loi fédérale, et doit, de la sorte, être mise en vigueur sur tout le territoire fédéral de l'Allemagne. C'est à nous que revient le devoir de rendre fertile ce nouveau terrain.

"Ce devoir, nous le remplirons dans nos travaux à notre tâche, animés de l'esprit patriotique allemand, et si nous écartons toutes les tendances de parti. Persuadez, Messieurs, qu'après avoir émis ce vœu je déclare la session ouverte."

"La salle des séances présente le même aspect que lors de la première session du Reichstag. Devant la tribune du président, des deux côtés de la tribune des orateurs, sont placées les tables des commissaires fédéraux. Dans le demi-cercle, devant la table des commissaires, ainsi qu'à gauche et à droite du président, ont pris place les sénateurs conservateurs ; ils occupent les quatre premiers bancs.

"Sur les bancs suivants, les conservateurs sont mêlés aux libéraux-nationaux, de manière que les premiers occupent les places du côté droit, et les seconds celles du côté gauche. Le centre gauche est en grande partie occupé par la fraction des libéraux nationaux ; ensuite vient la fraction de la libre réunion qui s'est formée des membres de la fraction des libéraux-nationaux dont les convictions étaient plus avancées.

"Dans les derniers rangs de cette fraction se sont placés les députés du Schleswig. A l'extrême gauche l'on a placé les Polonais qui ont occupé le premier banc, la parti progressiste et les démocrates socialistes.

"Les ténors occupent des places devant la table des commissaires fédéraux, à gauche du président. La faction des libéraux nationaux a conservé son ancien effectif de 79 membres. La gauche comptera à peu près 35 membres."

Une dépêche télégraphique, qui nous parvient à l'instant, nous apprend que le roi des Pays-Bas a ouvert aujourd'hui la session législative par un discours où il s'est félicité des relations amicales de son gouvernement avec les autres puissances et notamment avec la Belgique.

Le roi a constaté que l'indépendance du Limbourg avait été consacrée par un acte international auquel ont pris part les grands Etats de l'Europe, et il a rappelé le règlement pacifique de l'affaire du Luxembourg.

Le discours royal entretient les Chambres de questions intérieures importantes, il s'étend sur le but et les avantages des travaux de l'Escaut.

La Presse vient de faire connaître aux gouvernements des diverses puissances le pavillon qui a été adopté, pour la marine de guerre et de commerce de la Confédération de l'Allemagne du Nord. Ce pavillon est noir, blanc et rouge.

D'après des correspondances de Berlin, il devient de plus en plus évident que le parti libéral du Reichstag est décidé à interpeller M. de Bismark sur la politique qu'il entend suivre vis-à-vis de l'étranger et dans la question allemande. Le vote d'une adresse est peu probable, le discours du trône ne s'y prêtant guère.

Un fait d'une certaine importance vient de se passer à Chemnitz, en Saxe, à l'occasion des élections pour le Parlement du Nord. A la suite d'un scrutin de ballottage, M. Forsterling, de Dresde, président des associations ouvrières, dites les Lassaliens, a été élu membre du Parlement.

C'est l'entrée dans les Chambres des populations ouvrières qui s'organisent en Allemagne pour exercer dans la politique de leur pays une influence personnelle.

La *Correspondance générale*, de Vienne, dément une prétendue entrevue que le baron de Beust aurait eue avec le cardinal Antonelli, au sujet des garanties offertes au pouvoir temporel du saint père. La nouvelle, malgré ce démenti, vient d'être remise en circulation avec cette variante fabuleuse, que le baron de Hubner aurait fait provoquer en duel le cardinal par un secrétaire de l'ambassade autrichienne et par un officier de uhlans. "Nous croyons devoir, ajoute la *Correspondance générale*, malgré tout ce qu'il y a d'incroyable dans ce récit, déclarer de nouveau, de la manière la plus catégorique, qu'il n'y a pas un mot de vrai dans cette histoire, et dans les détails dont elle est accompagnée, on que l'on y ajouterons peut-être."

On sait que la session du Reichsrath sera ouverte à Vienne le 23 de ce mois. Dès le 15 septembre, les différentes commissions de l'assemblée se réunissent pour préparer leurs travaux. On cite parmi les projets de lois dont les bases ont été délibérées ceux qui sont relatifs à l'émancipation de l'instruction publique par rapport à l'Eglise, au mariage civil et aux relations des divers cultes entre eux.

L'archevêque de Cantorbury, primat d'Angleterre, a convoqué pour le 24 de ce mois un synode général des évêques de l'Eglise anglicane 77 prélats ont déjà répondu à cet appel ; ils appartiennent à la Grande Bretagne, 125 aux colonies britanniques et 20 aux Etats Unis. Le but assigné au synode est de délibérer sur les mesures les plus propres à faire disparaître les divisions de l'Eglise anglicane et à ramener celle ci à la foi et à la discipline de l'Eglise unique qui était le principe de la réformation anglaise.

La fin du Congrès de la Paix.

Voici en quels termes le correspondant de l'*Opinion nationale* raconte les scènes qui ont amené la dissolution du Congrès du de la Paix :

"M Fazy voudrait qu'on ne s'occupât point des questions de principes qui sont posées dans les deux premières questions, et c'est la donner qu'il demande le vote de l'assemblée.

"Des applaudissements et des cris à faire crouler les murs se produisent dans les groupes qui, intentionnellement, se sont formés aux différentes parties de la salle.)

"M Vessel prend la parole pour faire entendre des paroles de paix.

"M. Fazy, vous le savez, est un profond politique. Eh bien ! ne faisons pas de politique. Il déplore les scènes qui se sont passées hier soir. Il ne veut pas qu'on mêle les querelles de Genève au Congrès de la paix.

"Nous avons entendu des paroles violentes de la part des étrangers ; il faut pardonner à ces citoyens, qui sont privés de la liberté de la parole, et qui sont malheureux. Ecoutons-les ; ils vont nous prêcher, ce soir, l'union et l'indépendance de notre patrie. Eh bien ! cette indépendance ne sera pas compromise parce qu'on les aura entendus et qu'on aura voté leurs articles de demande aux différents amnesse, pour l'honneur de notre patrie, de rester muets. De la sorte, ce ne sera pas un mauvais, un peu cauteleux, mais non dommage.

"M. Carteret prend la parole pour appuyer M. Fazy.

"Malgré les protestations et les cris qui se font entendre, M. de Pasye, typographe de Bruxelles, monte à la tribune et commence la lecture d'un travail fort curieux sur les causes de la guerre. Il suffira de faire ressortir que ce n'est pas seulement l'organisation militaire et les grandes monarchies qui amènent la guerre, mais que c'est l'anarchie économique. Il est constamment interrompu par les groupes hostiles, qui le sifflent et lui ordonnent à plusieurs reprises de descendre de la tribune, car il ne prend la parole et se trouve de nouveau interrompu.

"A partir de ce moment, il a été impossible d'entendre un nouvel orateur, il a fallu accepter la clôture.

"Le président a mis aux voix la proposition Fazy et Carteret, qui consistait à écarter les principes émis dans les deux premières questions.

"On procède par mains levées, et la majorité est contre la proposition.

"Il s'élève alors dans la salle quelque chose comme un ouragan infernal. On prétend que le comité a *triché*, et qu'il faut recommencer.

"On recommence donc, et cette fois, par assis et levés, et encore une fois il n'est possible de s'y tromper, la proposition Fazy est repoussée.

"Les groupes n'y tiennent plus ; ils escaladent les bancs, et M. Jolissaint, qui est descendu du pour calmer un des plus furieux, finit par se trouver dans les bras d'un autre. Nous croyons devoir, ajoute la *Correspondance générale*, malgré tout ce qu'il y a d'incroyable dans ce récit, déclarer de nouveau, de la manière la plus catégorique, qu'il n'y a pas un mot de vrai dans cette histoire, et dans les détails dont elle est accompagnée, on que l'on y ajoutera peut-être."

On sait que la session du Reichsrath sera ouverte à Vienne le 23 de ce mois. Dès le 15 septembre, les différentes commissions de l'assemblée se réunissent pour préparer leurs travaux. On cite parmi les projets de lois dont les bases ont été délibérées ceux qui sont relatifs à l'émancipation de l'instruction publique par rapport à l'Eglise, au mariage civil et aux relations des divers cultes entre eux.

L'archevêque de Cantorbury, primat d'Angleterre, a convoqué pour le 24 de ce mois un synode général des évêques de l'Eglise anglicane 77 prélats ont déjà répondu à cet appel ; ils appartiennent à la Grande Bretagne, 125 aux colonies britanniques et 20 aux Etats Unis. Le but assigné au synode est de délibérer sur les mesures les plus propres à faire disparaître les divisions de l'Eglise anglicane et à ramener celle ci à la foi et à la discipline de l'Eglise unique qui était le principe de la réformation anglaise.

La fin du Congrès de la Paix.

Voici en quels termes le correspondant de l'*Opinion nationale* raconte les scènes qui ont amené la dissolution du Congrès du de la Paix :

"M Fazy voudrait qu'on ne s'occupât point des questions de principes qui sont posées dans les deux premières questions, et c'est la donner qu'il demande le vote de l'assemblée.

"Des applaudissements et des cris à faire crouler les murs se produisent dans les groupes qui, intentionnellement, se sont formés aux différentes parties de la salle.)

"M Vessel prend la parole pour faire entendre des paroles de paix.

"M. Fazy, vous le savez, est un profond politique. Eh bien ! ne faisons pas de politique. Il déplore les scènes qui se sont passées hier soir. Il ne veut pas qu'on mêle les querelles de Genève au Congrès de la paix.

"Nous avons entendu des paroles violentes de la part des étrangers ; il faut pardonner à ces citoyens, qui sont privés de la liberté de la parole, et qui sont malheureux. Ecoutons-les ; ils vont nous prêcher, ce soir, l'union et l'indépendance de notre patrie. Eh bien ! cette indépendance ne sera pas compromise parce qu'on les aura entendus et qu'on aura voté leurs articles de demande aux différents amnesse, pour l'honneur de notre patrie, de rester muets. De la sorte, ce ne sera pas un mauvais, un peu cauteleux, mais non dommage.

"M. Carteret prend la parole pour appuyer M. Fazy.

"Malgré les protestations et les cris qui se font entendre, M. de Pasye, typographe de Bruxelles, monte à la tribune et commence la lecture d'un travail fort curieux sur les causes de la guerre. Il suffira de faire ressortir que ce n'est pas seulement l'organisation militaire et les grandes monarchies qui amènent la guerre, mais que c'est l'anarchie économique. Il est constamment interrompu par les groupes hostiles, qui le sifflent et lui ordonnent à plusieurs reprises de descendre de la tribune, car il ne prend la parole et se trouve de nouveau interrompu.

"A partir de ce moment, il a été impossible d'entendre un nouvel orateur, il a fallu accepter la clôture.

"Le président a mis aux voix la proposition Fazy et Carteret, qui consistait à écarter les principes émis dans les deux premières questions.

"On procède par mains levées, et la majorité est contre la proposition.

"Il s'élève alors dans la salle quelque chose comme un ouragan infernal. On prétend que le comité a *triché*, et qu'il faut recommencer.

"On recommence donc, et cette fois, par assis et levés, et encore une fois il n'est possible de s'y tromper, la proposition Fazy est repoussée.

"Les groupes n'y tiennent plus ; ils escaladent les bancs, et M. Jolissaint, qui est descendu du pour calmer un des plus furieux, finit par se trouver dans les bras d'un autre. Nous croyons devoir, ajoute la *Correspondance générale*, malgré tout ce qu'il y a d'incroyable dans ce récit, déclarer de nouveau, de la manière la plus catégorique, qu'il n'y a pas un mot de vrai dans cette histoire, et dans les détails dont elle est accompagnée, on que l'on y ajoutera peut-être."

On mit que la session du Reichsrath sera ouverte à Vienne le 23 de ce mois. Dès le 15 septembre, les différentes commissions de l'assemblée se réunissent pour préparer leurs travaux. On cite parmi les projets de lois dont les bases ont été délibérées ceux qui sont relatifs à l'émancipation de l'instruction publique par rapport à l'Eglise, au mariage civil et aux relations des divers cultes entre eux.

L'archevêque de Cantorbury, primat d'Angleterre, a convoqué pour le 24 de ce mois un synode général des évêques de l'Eglise anglicane 77 prélats ont déjà répondu à cet appel ; ils appartiennent à la Grande Bretagne, 125 aux colonies britanniques et 20 aux Etats Unis. Le but assigné au synode est de délibérer sur les mesures les plus propres à faire disparaître les divisions de l'Eglise anglicane et à ramener celle ci à la foi et à la discipline de l'Eglise unique qui était le principe de la réformation anglaise.

Inauguration du Monument élevé à la mémoire de M. Billault.

Nantes, 15 septembre.

Cette solennité a eu lieu aujourd'hui avec un grand éclat.

Le ministre d'Etat a prononcé un discours remarquable, où la vie tout entière de M. Billault est dignement appréciée. Vous trouverez plus loin quelques phrases de cette éloquence saisissante, qui a provoqué les plus chaleureux applaudissements.

M Dufour, premier adjoint de Nantes, a également prononcé une allocution qui a été saluée d'unanimes acclamations.

Le monument Billault s'élève devant le tribunal, et fait face à la rue Lafayette. C'est un monument d'un beau caractère. L'auteur de la statue est M. Mêne. Sur sa base est gravée l'inscription suivante :

Souscription nationale.

A BILLAULT

Avocat le 12 novembre 1825.
Député de l'Orne de 1834 à 1854.
Président du Corps législatif, 9 mars 1852.
Ministre de l'intérieur, 23 juin 1851.
Sénateur, 4 décembre 1854.
Ministre d'Etat, 23 juin 1863.
Mort à Nantes, le 13 octobre 1863.

Sur une estrade élevée devant la statue, avaient pris place les membres de la famille de M. Billault : M. Buscon-Billault, député de l'Ariège ; Mme Buscon-Billault et leurs enfants, M. de la Nous Billault, député de la Nous Billault, et M. Billault, Mme de la Nous Billault, et M. le baron Tharreau, neveu de M. Billault, préfet de la Creuse.

Après les discours, une cantate a été chantée par la Société orphéonique de Nantes.

Le soir la ville de Nantes et la Chambre de commerce ont offert aux invités un grand banquet dans la salle du théâtre.

On lit dans la *France* du 17 septembre :

M. Rouher, ministre d'Etat et des finances, qui est allé, comme on sait, présider la cérémonie de l'inauguration de la statue de M. Billault, à Nantes, est rentré aujourd'hui à trois heures et demie à Paris, avec M. de Saint Paul, directeur du personnel au ministère de l'intérieur, et les autres personnages politiques qui l'avaient accompagné dans ce voyage.

— Les recettes à l'Exposition universelle de Paris continuent à être fort belles. Celle du 15 septembre a été de 74,000 francs.

PAR LE TELEGRAPHE.

DEPECHES TRANSMISES A L'*ABEILLE*

Nominations de la Convention d'Albany.

Elections prochaines dans l'Ohio.

Campagne de Lewis D. Campbell pour les Démocrates.

Elections en Virginie.

Ordre de Schofield à ce sujet.

Places séparées pour les Blancs et pour les Noirs aux Polls.

Nouvelles d'Italie.

Garibaldi renvoyé chez lui à Caprera.

Garibaldi s'échappe et est repris.

Forte baisse sur le Coton à New York.

PRIX DÉMONÉTISÉ.

Nous lisons dans la *Patrie* :

Des lettres particulières reçues hier à Paris annoncent que le général Prim est maintenant en Allemagne.

Les émigrés espagnols résidant à Paris se seraient formés en comité, nous assure-t-on, pour juger la conduite du chef invisible de l'insurrection de Catalogne. De nombreux témoignages ont été recueillis qui démentent complètement les récits complaisamment publiés sur le rôle actif de Prim pendant la lutte.

D'après ces témoignages, Prim n'aurait pas quitté la frontière de France pendant les premiers jours ; il se serait ensuite embarqué pour Valence, où il aurait fait une apparition de quelques heures. S'étant convaincu, là, de la défiance des régiments dont on lui avait promis le concours, il aurait quitté Valence huit heures après pour revenir aux environs de Perpignan, et de là se serait adressé à l'un des officiers, engagée dans la lutte pour demander l'envoi de 1,000 hommes, destinés à faciliter son entrée sur le territoire, dans la direction de Tarragone.

Mais cette dernière fut jugée tardive, et le mouvement ayant été répété par tous les insurgés, Prim dut s'éloigner ; sa présence sur la frontière française aurait même été dénoncée aux autorités par les premiers réfugiés recueillis en France.

Prim, en quittant les environs de Perpignan, se serait embarqué pour Marseille ; il s'est rendu de Marseille à Lyon, pour de là gagner Genève et l'Allemagne.

Il ne reste donc plus rien aujourd'hui de tous les récits publiés pendant l'insurrection, et ces récits n'auront servi en définitive qu'à mettre plus en relief l'étrange conduite tenue par le général Prim.

Faits divers.

— Parmi les étrangers de distinction dont on signale l'arrivée à Paris, se trouve Mgr Odin, archevêque de la Nouvelle-Orléans.

— D'après le *Journal de Francfort*, le jeune prince Paul de La Tour et Taxis, qui vient d'épouser une actrice, Mlle Kreuzer, aurait accepté un engagement pour le théâtre de Cologne.

— On écrit de Tograzah à la *Gazette d'Hermannstadt* :

"Dans une assemblée d'électeurs tenue récemment pour les élections communales, le pasteur Lutz, de la religion réformée, proposa l'admission des israélites de l'endroit aux élections.

"Un M. J. B....., pour qui ces derniers n'avaient pas voté lors d'une élection précédente, tout en admettant en principe le droit électoral des juifs, combattait la proposition de M. Lutz. Un tailleur, partisan des vues de M. J. B....., dans le but d'amener la fin de la discussion, donna son vote en le motivant par ces mots : "Nous n'avons pas besoin de juifs."

"Un israélite qui se trouvait dans l'assemblée lança au tailleur un regard qui prodiguait un effet trop comique. Le juif indigné, fit la remarque que l'ensemble de ses correligionnaires portait dans ce moment le pantalon que lui, israélite, avait acheté chez le tailleur, pour le faire des recommandages. "Voyez mon donc cet homme, la, s'écria t il, il porte mon pantalon, et il crie qu'on n'a pas besoin de juifs !"

"L'israélite saigna que son pantalon lui fut rendu sur le champ, et le tailleur connut le dan ger, en pleine session, de devenir *sans culotte*.

"Il ne tarda pas, du reste, à faire amende honorable, et depuis lors il ne prend plus part à aucune discussion."

— Un drame affreux vient de se passer à Souna, près de Naples, dans les circonstances suivantes, que rapporte la *Gazette des Tribunaux* :

Il y a quelques années, vivait à Souna une femme mariée, qui, malheureuse dans son ménage, entretenait des relations intimes avec un officier du génie. Le mari l'avait appris et a en était montré étrangère et irrité. Cependant les relations continuèrent, et la pauvre femme, pour éviter les scènes de ménage, était libre, il l'épousait. Un ce jour, cette femme n'eut plus qu'une idée : tuer son mari. Elle pensa que si elle le tuait elle-même, un mari pourrait sur la trace du coupable ; il lui fallait donc un complice ; mais où le trouver ? Elle le trouva cependant, et il fut convenu entre eux que l'acte de personne accompagner qu'elle choisit son jeune fils, un enfant âgé de son mariage. Cet enfant, bien digne d'une telle mère, ne refusa pas. Il accueillit parfaitement la proposition qu'on lui fut faite d'assassiner son père, et, du sorte que ce dernier était un matin trouvé sa famille. Frappé par un changement. Venu aujourd'hui à $1 10 le boisseau.

Avoine—Il n'y a que bien peu d'avoine sur le marché, mais la demande de l'article est limitée. Vente de quelques lots à 70 cts.

Son—En bonne demande. Stock faible et rien peu de mouvement, tenu à $1 80 les cent livres. Vente à $1 75 les cent livres.

Foin—Il n'y a sur le marché que peu de foin, et la demande est modérée. Vente de petites ventes à $30 la tonne de prime. Il est aussi en magasin un peu de foin de l'Ouest mais pas de vente.

Beurre—Le gros stock qui pesait sur le marché de Nord quant au choix de l'Ouest sont réduites à de petites parcelles maintenant, en conséquence vente la rue. L'approvisionnement des autres lots est aussi réduit, et la demande est bonne. Nous notons toujours le bon beurre du Nord à 30 c. la liv., le beurre de choix à 25 c. — la livre. Le beurre de l'Ouest est rare et se vend à 22 c. la livre, et celui de Kentucky à 20 c. la livre.

Fromage—Il se fait une bonne demande de fromage de haute qualité. Le stock du Nord est réduit à quelques centaines. Nous notons : fromage de Nord à 20 c. de fromage crème et à 18 c. à 19 c. de fromage d'Ohio. Il y a aussi quelques lots de fromage de Wisconsin à 18 c. à 19 c. Il y a aussi un peu de fromage de Kentucky à 16 c. à 17 c. la livre.

Fruits—Le stock en main est faible, mais vu la faible demande on remarque l'embarrassement de l'article, la demande n'est intéressante. Nous notons les pommes vertes 10 à 11 c. la livre, les pommes sèches à 5 c. la livre, les pêches à 10 c. à 12 c. la livre, les raisins à 10 c. la livre. Le marché manque de pêches fraîches de Michigan.

Lard—Il y a un fort approvisionnement de latte pleine de quatrième, mais les qualités de premier choix sont rares et en bonne demande. Nous notons la latte pleine de plantation 10 à 10 c. la livre, la latte 20 à 20 c. la livre, le jambon de 18 à 20 c., celle de 12 à 14 c. la livre, les épaules de 12 à 13 c. la livre, le côté de 13 à 14 c. la livre, le côté de 25 à — pour 8 à 8 3/4 mesure.

Saindoux—Le marché est ferme, approvisionnement faible et la demande est bonne pour l'exportation. 100 barillets d'intérieur, vendus à 12 3/4 c et 100 barillets de prime à 16 c la livre.

Porc—Marché calme. Pas de demandes de intérieur et rien en stock pour exportation. Mess $20 à $20 le barril de mess. Un lot de 50 barils vendu à $20 50, un autre de 30 barils à $20 75 le baril.

Volaille—Les jeunes poules changent de main au débarcadère à $6 a — la douzaine, et les mères à $8 — à — la douzaine, les dindes à $24 la douzaine.

Huile—Le stock d'huile de charbon en baril est faible tandis que celui de l'huile en caisses est rond. La demande est bonne et a causé d'une hausse dans le baril de 1 cent plus élevée. Dans le commerce par placements nous cotons 58 à 60 cts le gallon, l'article en barils et en caisses 55 à 70 cts. L'approvisionnement de l'huile de lin est modéré et la demande bonne. L'article peut être coté ferme à $1 15 à $1 18. L'huile de graissage est peu demandée en été en hiver n'éprouve qu'une demande modérée. Nous notons à $1 15 à $1 30 à sur le marché que fort peu d'huile de lard pressée on hiver ; elle commande $1 25.

Whisky—Il n'y a que peu d'arrivages de l'Ouest dep. notre revue d'hier. Trois ou 4 steamers et 2 remorqueurs traînant des barges partis de l'Ouest sont actuellement en route pour notre port, mais à cause de la baisse des eaux des rivières des hauts, il serait impossible de prévoir le jour de leur arrivée.

Farine—La demande a été très active auj